

Sous la direction de Claire Rodier et d'Emmanuel Terray

## **Immigration : fantasmes et réalités**

**Pour une alternative à la fermeture des frontières**

**S**i vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit de vous abonner gratuitement à notre lettre d'information bimensuelle par courriel, à partir de notre site **[www.editionsladecouverte.fr](http://www.editionsladecouverte.fr)**, où vous retrouverez l'ensemble de notre catalogue.

ISBN 978-2-7071-5635-8

En application des articles L. 122-10 à L. 122-12 du code de la propriété intellectuelle, toute reproduction à usage collectif par photocopie, intégralement ou partiellement, du présent ouvrage est interdite sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris). Toute autre forme de reproduction, intégrale ou partielle, est également interdite sans autorisation de l'éditeur.

© Éditions La Découverte, Paris, 2008.

## Introduction

---

Si l'on devait résumer le discours officiel et l'opinion majoritaire en matière de migrations, on aboutirait à peu près aux positions qui suivent.

- réserve faite des guerres et des catastrophes naturelles, la migration est l'effet exclusif de la pauvreté au sens économique du terme : les migrants partent à la recherche de salaires plus élevés, de conditions de vie meilleures, de protections et de droits mieux assurés. Comme l'écart s'accroît entre le niveau de vie des pays riches et celui des pays les plus pauvres, en Afrique et en Amérique Latine notamment, la « pression migratoire » va se faire de plus en plus forte sur les premiers et ceux-ci sont déjà menacés d'invasion ou de raz-de-marée.

- or, une telle invasion mettrait gravement en péril nos équilibres économiques et sociaux. Elle se traduirait par un chômage accru, car les nouveaux arrivants, peu exigeants en matière de rémunération, feraient concurrence aux travailleurs nationaux. Elle entraînerait la ruine de nos systèmes de protection sociale, d'autant que c'est pour en bénéficier que beaucoup de migrants cherchent à s'établir sur notre sol. Elle mettrait en péril la pérennité de notre identité nationale, qui serait submergée par l'afflux des apports étrangers. Enfin, du fait des tensions qu'elle provoquerait, elle menacerait la paix civile.

- en conclusion, la France, frappée par le chômage, par la crise du logement, par le déficit de la protection sociale, par les dysfonctionnements du système scolaire, n'a pas les moyens d'accueillir de nouveaux étrangers en nombre. Seuls ceux qui sont immédiatement utiles au regard des besoins de notre économie peuvent être admis.

- fort heureusement, il est possible d'endiguer le flot à l'aide de mesures administratives, policières et judiciaires. Un strict contrôle à l'entrée, organisé à l'échelle européenne, une ferme répression de l'immigration illégale, une limitation drastique du droit d'asile, permettront de restreindre l'immigration aux seuls immigrés « rentables ».

- quant au problème général posé par les migrations, il sera résolu par une politique

soutenue d'aide au développement, grâce à laquelle les candidats au départ pourront être retenus chez eux. Il conviendra par ailleurs de « responsabiliser » les pays pauvres, de manière qu'ils participent eux aussi à l'endiguement des migrations. Ainsi tout ira pour le mieux dans la plus libérale des économies et dans le plus scrupuleux des États de droit...

Il n'est pas très difficile de démontrer que ces positions reposent sur un mélange inextricable d'erreurs d'analyse, de mensonges et de fantasmes : c'est à cette tâche que se sont employés les auteurs du présent livre.

En premier lieu, on verra – sur les bases qui viennent d'être rappelées – que la politique française de l'immigration a été caractérisée, quel que soit le gouvernement en place, par une remarquable continuité dans son contenu comme dans la médiocrité des résultats obtenus au regard des objectifs qu'elle s'est assignés (Danièle Lochak).

Plusieurs contributions exposent ensuite les réalités du mouvement migratoire dans la France et dans le monde d'aujourd'hui. Tout d'abord, il est mal mesuré, et du coup mal connu et mal apprécié dans ses effets (Xavier Thierry). Par ailleurs, ses causes sont multiples et complexes : on ne saurait les réduire au seul facteur économique (Emmanuel Terray). Enfin l'opposition, chère à nos gouvernants du jour, entre immigration choisie et immigration subie constitue une véritable escroquerie intellectuelle ; outre que migrations de travail et migrations familiales sont indissociables, il est tout à fait illusoire de penser qu'un État peut choisir « ses » migrants comme des marchandises à l'étalage d'un magasin : les migrants sont des sujets actifs, dont la volonté et l'initiative pèsent plus lourd que les oukases des États (Violaine Carrère). Bref, il apparaît que dans notre monde globalisé, la migration est une réalité incontournable, enracinée dans les structures mêmes de notre système économique et social : plutôt que de la nier ou de prétendre l'interdire par des mesures policières, il conviendrait d'en prendre acte et d'essayer de l'aménager au mieux des intérêts de toutes les parties concernées.

Bien loin de s'engager dans cette direction, la France et l'Europe choisissent au contraire la voie du verrouillage et de la répression. Les frontières sont de plus en plus fermées, et les morts se multiplient dans ce qui est devenu une véritable guerre à l'émigration (Alain Morice). L'internement administratif – désigné par le vocable

euphémisé de « rétention » - est banalisé et constitue désormais un mode privilégié de gestion de l'immigration (Laurent Giovannoni). Le droit d'asile est peu à peu vidé de son contenu, et nous assistons à sa disparition programmée (Jean-Pierre Alaux). Enfin, la lutte contre les passeurs, souvent présentée comme un effort pour protéger les victimes de l'immigration illégale, apparaît surtout comme une vaste hypocrisie : comme le montre entre autres le cas des prostituées étrangères, ce sont ces victimes qui sont les cibles préférées de la répression, et non pas les trafiquants qui les exploitent (Virginie Guiraudon). Au total, l'accent mis sur le « tout répressif » entraîne la multiplication des atteintes au droit des personnes et la prolifération des bavures, qui forment pour l'instant le principal résultat de la politique suivie.

Ces dernières années, deux nouveaux aspects sont venus compléter le tableau : d'une part, la politique de fermeture est à présent conduite à l'échelle européenne, à la suite d'une entreprise d'harmonisation qui s'opère bien entendu « par le bas », par alignement sur les attitudes les plus restrictives (Claire Rodier). D'autre part, une pression vigoureuse est exercée, tant sur les pays de transit, situés à la périphérie de l'Europe, que sur les pays d'origine et de transit des migrants, afin de les rendre acteurs et complices de la politique européenne (Fulvio Vassallo Paleologo).

En ce qui concerne les conséquences intérieures de la migration, Carine Fouteau montre très bien, à partir des exemples espagnol, italien et britannique, que les périls brandis et les catastrophes annoncées en cas de libéralisation de la migration sont tout à fait fantasmagoriques : dans ces trois cas, les libéralisations intervenues ont été des opérations largement bénéficiaires pour le pays d'accueil. La lutte contre l'immigration illégale est-elle, comme le prétendent nos gouvernants, un moyen de mieux assurer l'intégration des immigrés légaux ? En réalité, comme l'indique Claude Calame, la notion d'intégration est utilisée avant tout comme un instrument de mise à l'écart et de pression à l'encontre de tous les migrants. Enfin, François Brun décrit comment la politique de l'immigration dite choisie, régulée selon des critères purement utilitaristes, s'inscrit dans une politique générale tendant à la fois à l'abaissement du coût du travail et au renforcement de la dépendance dans laquelle se trouvent les étrangers.

Le développement des pays de départ est-il « la » solution aux problèmes de la

migration ? Telle qu'elle est aujourd'hui pratiquée, la politique dite de « co-développement » subordonne l'aide à ces pays à une coopération effective de leur part à la répression de la migration illégale : ainsi conçue, elle n'est plus qu'une arme additionnelle dans l'arsenal de la police aux frontières. En outre, il est bien établi que, loin de tarir les migrations, le développement, au moins à court et à moyen terme, les encourage (Gustave Massiah). Là encore, le discours officiel masque et déforme la réalité.

Une fois ce travail de critique et de démystification accompli vient le temps des propositions : en conclusion, Claire Rodier et Emmanuel Terray exposent les grandes lignes de ce que devrait être une politique alternative de la migration, fondée à la fois sur une vision lucide des réalités et sur un respect scrupuleux du droit et de la dignité des personnes. L'épilogue de cet ouvrage revient à Stefan Zweig qui, à la fin des années 1930, expliquait déjà comment la transformation des frontières en « système d'obstacles » contre l'étranger est le corollaire de l'« épidémie morale » du XX<sup>e</sup> siècle qu'est la xénophobie.